



Les activités du **CESE** durant la **présidence hongroise**

Juillet – décembre 2024



Comité économique
et social européen





Le mot du président

Oliver Röpke, président du CESE

La présidence hongroise du Conseil de l'UE marquera la fin de deux cycles. D'une part, elle clôt un trio de présidences ayant affiché des priorités communes et engrangé des résultats remarquables dans la construction d'une Europe compétitive, résiliente et sociale. D'autre part, elle interviendra à un moment décisif pour les années à venir, avec l'entrée en fonction d'un nouveau Parlement européen et la mise en place d'une nouvelle Commission européenne.

Les enjeux sont élevés, et il nous incombe à tous de contribuer à une présidence stable et fructueuse qui puisse poser les jalons d'un mandat productif pour les institutions de l'UE, au cours duquel elles pourront répondre aux préoccupations de nos concitoyens. Au CESE, nous saisissons toute l'importance de cette responsabilité, et nous nous tenons prêts à travailler avec les différents partenaires et acteurs concernés, de Budapest à Bruxelles.

En ce sens, il y a lieu de saluer les dix demandes d'avis exploratoire introduites par la présidence hongroise, qui permettront à la société civile organisée de façonner les avancées européennes sur les priorités communes, de l'intelligence artificielle à l'élargissement en passant par la compétitivité et la démographie. Nous préparons cette contribution et attendons avec impatience de pouvoir la présenter lors des prochaines réunions du Conseil et rencontres ministérielles informelles.

En cette période difficile et cruciale pour l'Europe, nous nous attachons à construire une Union présentant une plus grande cohésion sociale et territoriale, à renforcer l'état de droit et à encourager l'innovation et les investissements dans nos économies, ainsi qu'à poursuivre le cheminement vers une transition écologique qui soit véritablement au service des citoyens et des entreprises. L'engagement à l'égard des pays candidats, en particulier dans la région des Balkans occidentaux, constitue une priorité pour notre Comité et sera au cœur de nos efforts communs.

Dans ce contexte de renouveau politique, notre Comité entend être un partenaire responsable de la présidence hongroise et jouer un rôle central dans la définition de certaines des priorités politiques qui seront développées tout au long du prochain cycle européen.

Les activités du CESE durant la présidence hongroise



Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale – ECO

- Travailler activement à la participation de la société civile organisée à la mise en œuvre et au suivi des plans nationaux pour la reprise et la résilience
- Présenter sa recommandation sur la politique économique de la zone euro en vue de rendre l'économie de l'UE plus durable, plus compétitive et plus résiliente
- Contribuer aux efforts déployés par l'UE pour que les transitions écologique et numérique aient lieu de manière juste, au moyen de recommandations sur l'incidence macroéconomique du changement climatique et sur la satisfaction des besoins financiers induits par ces transitions
- Poursuivre les travaux visant à promouvoir un Semestre européen plus participatif, que les différents acteurs nationaux puissent s'approprier davantage et auquel la société civile organisée soit plus étroitement associée
- Contribuer aux travaux préparatoires du prochain cadre financier pluriannuel, qui doit être adapté aux nouvelles difficultés attendant l'UE, et mettre l'accent sur une approche budgétaire participative
- Soutenir activement les efforts visant à introduire de véritables ressources propres supplémentaires pour le budget de l'Union
- Assurer la stabilité, l'intégration et la résilience des marchés financiers européens et réorienter les flux d'investissements pour soutenir une croissance durable et inclusive, notamment en contribuant aux travaux de la Commission européenne en vue d'une future réforme du règlement de l'UE sur la titrisation et en s'intéressant aux actions susceptibles d'être entreprises pour achever l'union des marchés des capitaux, conformément aux conclusions du Conseil européen¹
- Contribuer aux discussions sur l'avenir de la politique de cohésion après 2027 et suivre de près la mise en œuvre du nouveau programme territorial et urbain sous l'angle de la société civile
- Proposer des solutions sur ce qui doit être fait au cours de la période de programmation actuelle de la politique de cohésion dans le cadre du 9^e rapport sur la cohésion
- Examiner plus avant les conséquences de l'élargissement de l'UE dans le domaine de la politique de cohésion
- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, le blanchiment de capitaux et les paradis fiscaux, et élaborer des propositions d'action en ce qui concerne un cadre fiscal applicable aux entités de l'économie sociale

¹ [Conclusions du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024.](#)



Marché unique, production et consommation – INT

- Donner suite au rapport d'Enrico Letta intitulé «[Much more than a market](#)» (Bien plus qu'un marché) et à ses propositions concrètes afin de contribuer à une nouvelle stratégie horizontale pour le marché unique
- Continuer à mettre l'accent sur la compétitivité, prendre acte du rapport de haut niveau de M. Draghi, et contribuer activement à l'élaboration d'un éventuel nouveau pacte pour la compétitivité européenne
- Maintenir l'intelligence artificielle parmi les priorités stratégiques avec l'adoption d'un avis exploratoire sur le thème «Intelligence artificielle utilisée à des fins générales: la voie à suivre après la législation sur l'intelligence artificielle», et contribuer ainsi activement à la mise en œuvre de ladite législation
- Formuler des recommandations sur la manière d'exploiter efficacement le potentiel de l'UE en matière de recherche et d'innovation, tout en évaluant les résultats et les enseignements tirés des mesures et initiatives destinées à réduire les écarts dans ce domaine au sein de l'UE
- Plaider en faveur d'une politique des consommateurs durable et responsable et de sa mise en œuvre, en accordant une importance particulière à l'environnement en ligne, par l'organisation de la manifestation annuelle que constitue la Journée européenne du consommateur



Transports, énergie, infrastructures et société de l'information – TEN

- Prôner l'élaboration d'un plan d'action de l'UE sur les maladies rares au service d'un approfondissement de l'union européenne de la santé
- Créer une union de l'énergie qui permette aux consommateurs de l'UE d'accéder à une énergie sûre, propre et abordable, à l'image des perspectives qu'ouvre l'hydrogène
- Promouvoir l'accès de tous à des logements abordables, décents et économes en énergie pour faire face à la crise du logement en Europe
- Relayer les propositions de la société civile en faveur d'un examen de l'approvisionnement en électricité et des prix de cette dernière
- Mettre en place un système de transport européen efficace, intégré et vert
- Dans le domaine de la connectivité, intégrer les demandes de la société civile en matière de réseaux numériques et d'accès universel aux communications électroniques
- Promouvoir une stratégie globale et sûre en matière de politique spatiale de l'UE
- Faciliter une vaste consultation de la société civile en ce qui concerne la gestion des déchets radioactifs



Emploi, affaires sociales et citoyenneté – SOC

- Promouvoir la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action sur le socle européen des droits sociaux
- Se pencher sur les défis et les perspectives d'ordre social qu'entraîne l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle, et émettre des recommandations concernant les services publics, l'organisation du travail et les droits des travailleurs
- Recenser les moyens de parvenir à un équilibre dans les systèmes de protection sociale pour tous les travailleurs, quelle que soit la forme que revêtent leurs activités
- Examiner l'incidence de l'évolution démographique, y compris le lien entre la démographie et l'intelligence artificielle, le marché du travail et les systèmes sociaux
- Encourager l'engagement de la jeunesse et accroître la transparence et la responsabilité du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse
- Combattre la violence envers les enfants, et notamment les abus sexuels commis contre des enfants
- Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles et améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour tous, en accordant une attention particulière au soutien des femmes et à la promotion de la solidarité intergénérationnelle
- Faire progresser les politiques en matière de santé et de soins, y compris les services de proximité dans le domaine de la santé mentale et l'action de l'UE en matière de maladies rares, et lancer un appel en faveur d'une initiative phare pour une politique de santé de l'UE
- Défendre les droits des personnes handicapées, y compris l'intégration sociale et l'hébergement des personnes handicapées et des personnes ayant une capacité de travail altérée
- Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, en examinant la qualité des stages, la proposition de diplôme européen commun et le rôle de la culture dans le renforcement des communautés locales
- Accroître l'intégration socio-économique des migrants et réfugiés, en veillant à ce qu'ils soient répartis plus équitablement et à ce qu'ils bénéficient d'un meilleur accès au marché du travail de l'UE
- Suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans le nouveau cadre stratégique pour les Roms
- Faire respecter l'état de droit et les droits fondamentaux dans l'Union européenne et évaluer les rapports annuels de la Commission européenne sur l'état de droit au sein de l'Union
- Renforcer la démocratie participative et le dialogue civil, en prenant acte des recommandations de la conférence sur l'avenir de l'Europe



Agriculture, développement rural et environnement – NAT

- Accélérer la mise en œuvre des ODD
- Promouvoir la neutralité climatique et un financement approprié de l'action pour le climat
- Développer la dimension sociale de la transition vers une économie du bien-être – pour une transition juste
- Encourager l'économie circulaire (plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire, PAEEC) en Europe et au-delà, et procéder à l'alignement de l'économie circulaire et de la bioéconomie
- Favoriser la transformation vers une agriculture et des systèmes alimentaires plus équitables et plus durables, notamment dans le cadre de la future PAC après 2027 et de l'élargissement de l'UE
- Restaurer et préserver le capital naturel – une planète saine pour des personnes en bonne santé (biodiversité, protection de l'environnement, droit à un environnement sain)
- Promouvoir une stratégie globale pour un développement rural et urbain durable et le pacte rural
- Encourager la mobilisation des jeunes en faveur de la durabilité et du climat



Relations extérieures – REX

- Poursuivre le dialogue avec la société civile ukrainienne, moldave, géorgienne et arménienne sur les réformes nécessaires à leur intégration européenne; apporter un soutien spécifique à la société civile ukrainienne frappée par la guerre grâce au pôle pour l'Ukraine mis en place par le CESE
- Garantir la contribution active de la société civile au processus d'élargissement de l'UE et à la démocratisation dans les Balkans occidentaux; suivre le nouveau plan de croissance pour les Balkans occidentaux
- Mettre en œuvre le projet pilote portant sur les «membres des pays candidats à l'adhésion», qui permettra aux membres de la société civile des pays candidats de contribuer au processus d'élaboration des principaux avis du CESE
- Entretenir des relations avec la société civile indépendante en exil originaire de Russie et de Biélorussie
- Instaurer des relations avec les organisations de la société civile d'Asie centrale, à commencer par le Kazakhstan
- Renforcer les relations entre la société civile de l'UE et celle du Royaume-Uni et promouvoir les activités axées principalement sur les questions de mobilité des jeunes et les droits des citoyens, y compris, éventuellement, dans le cadre d'une contribution de la société civile concernant la coopération entre l'UE et le Royaume-Uni en matière de sécurité et de défense
- Coopérer avec la société civile de la région euro-méditerranéenne en vue de promouvoir la participation des jeunes au dialogue social et civil
- Soutenir la mise en œuvre d'un mécanisme de consultation des parties prenantes dans le cadre de l'accord post-Cotonou et continuer à favoriser la participation de la société civile aux accords de partenariat économique et au partenariat Afrique-UE
- Encourager davantage l'implication de la société civile dans la politique commerciale de l'UE, ainsi que le renforcement des liens entre le commerce international et les politiques globales de l'UE telles que la sécurité économique, l'autonomie stratégique et le développement durable
- Renforcer le dialogue entre les sociétés civiles européenne et latino-américaine sur des questions d'intérêt commun, telles que la promotion des démarches visant à lutter contre le changement climatique et la déforestation tout en assurant une transition juste pour tous
- Participer en permanence à des activités visant à promouvoir les valeurs démocratiques, l'espace civique et le dialogue social et civil dans les pays partenaires de l'UE, y compris en contribuant aux efforts déployés par l'Union pour lutter contre la désinformation dans ses États membres et dans les pays tiers
- Élargir le regard sur la région arctique, compte tenu de sa position géostratégique particulière et des défis environnementaux et autres à venir, ainsi que des perspectives économiques
- Renforcer le dialogue avec les partenaires chinois et turcs sur les questions économiques, sociales, environnementales et relatives aux droits de l'homme



Commission consultative des mutations industrielles – CCMI

- Dans le prolongement de l'appel du CESE en faveur d'un pacte bleu pour l'Europe, continuer, au niveau de la CCMI, à mener cette initiative phare du CESE et à plaider pour que l'Europe inscrive parmi ses priorités du prochain mandat législatif l'adoption d'une stratégie globale dans le domaine de l'eau
- Renforcer la compétitivité mondiale de l'industrie européenne, en mettant notamment l'accent sur l'importance des initiatives industrielles sectorielles pour asseoir la primauté industrielle de l'Union et en tirant les conclusions du rapport à venir de M. Draghi afin de contribuer à l'élaboration d'une politique industrielle révisée, ainsi qu'en gérant de manière consolidée, munis des ressources humaines et financières appropriées, les différentes mutations industrielles en jeu (en particulier la double transition, les matières premières critiques et l'eau)
- Renforcer l'autonomie stratégique de l'UE, notamment en poursuivant les travaux engagés de longue date en matière de défense, ainsi qu'en se penchant sur les politiques industrielles en faveur d'une plus grande autonomie stratégique, sur les mutations industrielles dans le secteur de la santé dans un contexte de multiplication des crises, et sur le potentiel qu'offre le métavers associé à la robotique dans le secteur médical
- Donner suite aux travaux de la présidence sur la politique industrielle en assurant l'adoption et le suivi de plusieurs avis clés, notamment sur les thèmes de l'industrie 5.0, des dialogues sur la transition propre, des biotechnologies et de la production de produits biologiques au sein de l'UE, ou encore de la transformation des installations de traitement des déchets en usines de production de ressources; aborder, en mettant l'accent sur la transition vers une industrie européenne plus verte, la question des combustibles renouvelables et à faible intensité de carbone et celle du renforcement des capacités pour permettre à l'industrie européenne de décarboner les secteurs aérien et maritime



Le mot de la présidence hongroise



János Bóka, ministre des affaires européennes

Pour la deuxième fois depuis son adhésion à l'Union européenne il y a vingt ans, la Hongrie assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne, en des temps particulièrement difficiles. La présidence hongroise entend agir pendant toute la durée de son mandat en tant que médiateur impartial, dans un esprit de coopération sincère avec les États membres et les institutions.

L'UE fait actuellement face à de multiples défis. La présidence hongroise placera au cœur de ses priorités le renforcement de la compétitivité mondiale de l'Union. Dans ce contexte, elle souhaite s'attaquer aux insuffisances du marché intérieur européen, ainsi qu'aux questions de politique industrielle. L'examen à mi-parcours des programmes de la politique de cohésion aura également lieu durant la présidence hongroise, ce qui nous donnera l'occasion de débattre de l'avenir de cette politique dans le contexte du prochain budget septennal. La politique agricole commune est confrontée à l'un des plus grands défis de son histoire en raison de la transition écologique et des récentes ouvertures du marché. La présidence hongroise devrait se pencher sur cette question.

Alors que la guerre sévit dans notre voisinage immédiat, l'Union européenne devrait garantir la paix et la sécurité en Europe. La présidence hongroise s'attaquera également à la crise migratoire, en mettant l'accent sur la protection des frontières extérieures de l'Union. En outre, la Hongrie est attachée à un processus d'élargissement prévisible, crédible et fondé sur le mérite.

Il est nécessaire de créer des formes de coopération qui apportent une réelle valeur ajoutée, qui rendent les États membres plus forts collectivement et qui visent à les consolider plutôt qu'à réduire leurs capacités.

Je pense que le CESE contribuera, par son expertise et son expérience, à faire en sorte que des réponses communes puissent être apportées aux enjeux susmentionnés. Ses avis exploratoires nous permettront de prendre en considération ses points de vue et réflexions, et d'assurer ainsi une représentation efficace des acteurs économiques et sociaux qui composent notre Union.

Je me réjouis à la perspective de travailler avec le CESE durant la présidence hongroise du Conseil de l'UE.

Les membres hongrois du CESE



CSER Ágnes

Groupe III – groupe des organisations de la société civile

Représentante de l'Alliance hongroise pour l'enfance et la jeunesse (MAGYISZ)

Agnes.Cser@eesc.europa.eu



KÁLLAY Piroska

Groupe II – groupe des travailleurs

Spécialiste et conseillère pour les affaires internationales et juridiques auprès de la Ligue démocratique des syndicats indépendants (LIGA) et du Syndicat des travailleurs de l'agriculture, de la sylviculture, de l'industrie alimentaire, de la gestion des eaux et de l'hôtellerie (MÉDOSZ)

Piroska.Kallay@eesc.europa.eu



EDELENYI András

Groupe I – groupe des employeurs

Membre du bureau du comité des relations germano-hongroises de la Chambre hongroise de commerce et d'industrie, et membre de la Chambre de commerce et d'industrie du comitat de Bács-Kiskun

Andras.Edelenyi@eesc.europa.eu



KOLLER Erika

Groupe II – groupe des travailleurs

Conseillère pour les affaires internationales auprès du Forum de coopération des syndicats (SZEF)

Erika.Koller@eesc.europa.eu



FELSZEGHI Sára

Groupe II – groupe des travailleurs

Membre du Syndicat des internes en médecine et des médecins spécialistes (ReSzaSz)

Sara.Felszeghi@eesc.europa.eu



KOMORÓCZKI István

Groupe I – groupe des employeurs

Conseiller du président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs et sociétés commerciales (ÁFOSZ-COOP)

Istvan.Komoroczki@eesc.europa.eu



JOÓ Kinga

Groupe III – groupe des organisations de la société civile

Présidente du conseil «Responsabilité sociale» du Fonds national de coopération (NEA) et conseillère pour les affaires internationales auprès de l'Association nationale des familles nombreuses (NOE)

Kinga.Joo@eesc.europa.eu



KÜKEDI Zsolt

Groupe III – groupe des organisations de la société civile

Membre fondateur et ancien membre du comité directeur de l'association pour la protection de la Création «Cantique des créatures» («Naphimusz») et délégué du Conseil national du développement durable

Zsolt.Kukedi@eesc.europa.eu



OLAJOS Péter

Délégué de la CCMI – Groupe III – groupe des organisations de la société civile

Président du conseil d'administration de CEEweb for Biodiversity

Peter.Olajos@eesc.europa.eu



PODRUZZSIK Szilárd

Groupe II – groupe des travailleurs

Membre de la Fédération nationale des conseils de travailleurs (MOSz)
Szilard.Podruzsik@eesc.europa.eu



TOPOLÁNSZKY Ákos

Groupe III – groupe des organisations de la société civile

Pasteur auprès de la congrégation bruxelloise de l'Église réformée de Hongrie et président de la Fédération hongroise des centres de désintoxication (Madrisz)
Akos.Topolanszky@eesc.europa.eu



SÙLE Katalin Elza

Groupe I – groupe des employeurs

Vice-présidente nationale de la Chambre nationale d'agriculture (NAK) et vice-présidente et présidente pour le comitat de Zala de la Fédération nationale des cercles d'agriculteurs et coopératives agricoles de Hongrie (MAGOSZ)
katalinelza.sule@eesc.europa.eu



VADÁSZ Borbála

Groupe I – groupe des employeurs

Director for EU Affairs of the Confederation of Hungarian Employers and Industrialists (MGYOSZ – BUSINESS HUNGARY)
Borbala.Vadasz@eesc.europa.eu

Avis du CESE demandés par la présidence hongroise

1. Ouvrir la voie à l'adhésion des Balkans occidentaux à l'Union européenne
2. Les politiques de l'Union qui s'imposent pour que les entreprises et l'économie deviennent compétitives d'une manière équitable, durable, plus forte et plus résiliente afin de réaliser le pacte vert pour l'Europe
3. Initiatives sectorielles et compétitivité globale de l'Union
4. Résultats et expériences acquises pour ce qui est des actions menées en vue de combler les écarts en matière d'innovation dans l'Union européenne à la lumière des programmes Horizon 2020 et Horizon Europe
5. Une technologie sûre pour l'avenir: l'intelligence artificielle
6. Promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients à l'heure où les crises se multiplient
7. Ne laisser personne de côté: l'engagement européen face aux maladies rares
8. Promouvoir l'intégration sociale des personnes handicapées et des personnes ayant une capacité de travail altérée
9. Assurer pour tous un équilibre entre vie professionnelle et vie privée fondé sur les besoins: comment des conditions de travail flexibles adéquates peuvent soutenir la solidarité intergénérationnelle et l'autonomisation des femmes
10. Garantir l'égalité des chances et l'inclusion sociale dans l'accès à la culture et à l'apprentissage tout au long de la vie: le rôle des institutions culturelles publiques dans ce processus



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

www.eesc.europa.eu



Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium

EESC-2024-31-FR

© Union européenne, 2024

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

cover: © Architecture: Art & Build + Atelier d'architecture Paul Noël

p. 3-7: ©Shutterstock.com



Office des publications
de l'Union européenne



Print:
QE-05-24-323-FR-C
ISBN 978-92-830-6488-6
doi:10.2864/268792

Online:
QE-05-24-323-FR-N
ISBN 978-92-830-6491-6
doi:10.2864/31237

FR